

États financiers consolidés non audités

THOMSON REUTERS CORPORATION ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT NET (non audité)

		Trimestres clos les 31 mars	
(en millions de dollars américains, sauf les montants par action)	Notes	2023	2022
ACTIVITÉS POURSUIVIES			
Produits des activités ordinaires	2	1 738	1 674
Charges d'exploitation	5	(1 074)	(1 081)
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles		(30)	(38)
Dotation aux amortissements des logiciels		(118)	(114)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables		(25)	(26)
Autres profits (pertes) d'exploitation, montant net	6	17	(1)
Bénéfice d'exploitation		508	414
Charges financières, montant net			
Charge d'intérêts, montant net	7	(55)	(48)
Autres (charges) produits financiers	7	(90)	94
Résultat avant impôt et participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence		363	460
Quote-part du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	8	570	798
Charge d'impôt	9	(196)	(240)
Bénéfice lié aux activités poursuivies		737	1 018
Bénéfice (perte) lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt		19	(11)
Bénéfice net		756	1 007
Bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires		756	1 007
Résultat par action	10		
Résultat de base par action :			
Lié aux activités poursuivies		1,56 \$	2,09 \$
Lié aux activités abandonnées		0,04	(0,02)
Résultat de base par action		1,60 \$	2,07 \$
Résultat dilué par action :			
Lié aux activités poursuivies		1,55 \$	2,09 \$
Lié aux activités abandonnées		0,04	(0,03)
Résultat dilué par action		1,59 \$	2,06 \$

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

THOMSON REUTERS CORPORATION
ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT GLOBAL
(non audité)

		Trimestres clos les 31 mars	
(en millions de dollars américains)	Notes	2023	2022
Bénéfice net		756	1 007
Autres éléments du résultat global			
Éléments reclassés ou susceptibles d'être reclassés ultérieurement en résultat net :			
Partie des couvertures de flux de trésorerie comptabilisée en résultat net	7	(2)	(13)
Partie des couvertures de flux de trésorerie comptabilisée en capitaux propres		(1)	20
Partie des écarts de conversion comptabilisée en capitaux propres		69	(26)
		66	(19)
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net :			
Ajustements de juste valeur des actifs financiers	12	(1)	(4)
Réévaluation des régimes de retraite à prestations définies		5	46
Charge d'impôt liée à la réévaluation des régimes de retraite à prestations définies		(1)	(11)
		3	31
Autres éléments du résultat global		69	12
Résultat global		825	1 019
Résultat global de la période attribuable aux :			
Actionnaires ordinaires			
Activités poursuivies		806	1 030
Activités abandonnées		19	(11)
Résultat global		825	1 019

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

THOMSON REUTERS CORPORATION
ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
(non audité)

		31 mars	31 décembre
(en millions de dollars américains)	Notes	2023	2022 ¹⁾
Trésorerie et équivalents de trésorerie	12	1 690	1 069
Créances clients et autres créances d'exploitation		941	1 069
Autres actifs financiers	12	84	204
Charges payées d'avance et autres actifs courants		458	457
Actifs courants excluant les actifs détenus en vue de la vente		3 173	2 799
Actifs détenus en vue de la vente	11	215	12
Actifs courants		3 388	2 811
Immobilisations corporelles, montant net		401	414
Logiciels, montant net		938	922
Autres immobilisations incorporelles identifiables, montant net		3 233	3 219
Goodwill		6 264	5 882
Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	8	4 572	6 199
Autres actifs financiers	12	515	527
Autres actifs non courants	13	632	619
Actifs d'impôt différé		1 092	1 118
Total de l'actif		21 035	21 711
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES			
Passif			
Dette courante	12	1 299	1 647
Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions	14	864	1 208
Passifs d'impôt exigible		557	324
Produits différés		834	886
Autres passifs financiers	12	104	812
Passifs courants compte non tenu des passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente		3 658	4 877
Passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente	11	84	14
Passifs courants		3 742	4 891
Dette à long terme	12	3 116	3 114
Provisions et autres passifs non courants	15	708	691
Autres passifs financiers	12	234	233
Passifs d'impôt différé		756	897
Total du passif		8 556	9 826
Capitaux propres			
Capital-actions	16	5 402	5 398
Résultats non distribués		8 167	7 642
Cumul des autres éléments du résultat global		(1 090)	(1 155)
Total des capitaux propres		12 479	11 885
Total du passif et des capitaux propres		21 035	21 711

Éventualités (note 19)

1) Les montants ont été reclassés afin de refléter la présentation de la période considérée.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

THOMSON REUTERS CORPORATION
TABLEAU CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
(non audité)

		Trimestres clos les 31 mars	
(en millions de dollars américains)	Notes	2023	2022
Flux de trésorerie liés aux :			
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION			
Bénéfice lié aux activités poursuivies		737	1 018
Ajustements au titre des éléments suivants :			
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles		30	38
Dotation aux amortissements des logiciels		118	114
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables		25	26
Quote-part du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	8	(570)	(798)
Impôt différé		(127)	166
Autres	17	132	(39)
Variation du fonds de roulement et d'autres éléments	17	(80)	(191)
Flux de trésorerie d'exploitation liés aux activités poursuivies		265	334
Flux de trésorerie d'exploitation liés aux activités abandonnées		2	(59)
Entrées nettes de trésorerie liées aux activités d'exploitation		267	275
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Acquisitions, déduction faite de la trésorerie acquise	18	(490)	(8)
Paievements sur cessions d'entreprises et de placements		(4)	-
Produit tiré de la vente d'actions de LSEG	8	2 293	-
Dépenses d'investissement		(140)	(171)
Autres activités d'investissement		23	-
Impôt payé sur la vente d'actions de LSEG		(14)	-
Entrées (sorties) nettes de trésorerie liées aux activités d'investissement		1 668	(179)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Remboursements nets aux termes des facilités d'emprunt à court terme	12	(361)	-
Paievements au titre du capital des contrats de location		(16)	(17)
Rachats d'actions ordinaires	16	(718)	-
Dividendes versés sur les actions privilégiées		(1)	(1)
Dividendes versés sur les actions ordinaires	16	(224)	(209)
Autres activités de financement		5	7
Sorties nettes de trésorerie liées aux activités de financement		(1 315)	(220)
Écarts de conversion		1	-
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		621	(124)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de la période		1 069	778
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de la période		1 690	654
Se reporter à la note 17 pour des informations supplémentaires sur les flux de trésorerie.			
Intérêts payés, déduction faite des couvertures liées à la dette		(26)	(14)
Intérêts reçus		8	1
Impôt sur le résultat payé	17	(100)	(35)

Les intérêts reçus et payés sont pris en compte dans les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation.

Le montant payé au titre de l'impôt sur le résultat est pris en compte dans les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation ou dans les flux de trésorerie liés aux activités d'investissement, selon la nature de la transaction sous-jacente.

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

THOMSON REUTERS CORPORATION
ÉTAT CONSOLIDÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES
(non audité)

(en millions de dollars américains)	Capital- actions déclaré	Surplus d'apport	Capital- actions total	Résultats non distribués	Profit (perte) non comptabilisé sur les instruments financiers	Écarts de conversion	Cumul des autres éléments du résultat global	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2022	3 864	1 534	5 398	7 642	17	(1 172)	(1 155)	11 885
Bénéfice net	-	-	-	756	-	-	-	756
Autres éléments du résultat global	-	-	-	4	(4)	69	65	69
Résultat global	-	-	-	760	(4)	69	65	825
Dividendes déclarés sur les actions privilégiées	-	-	-	(1)	-	-	-	(1)
Dividendes déclarés sur les actions ordinaires	-	-	-	(232)	-	-	-	(232)
Actions émises aux termes du régime de réinvestissement des dividendes (« RRD »)	8	-	8	-	-	-	-	8
Rachats d'actions ordinaires (note 16)	2	-	2	(2)	-	-	-	-
Régimes de rémunération fondée sur des actions	84	(90)	(6)	-	-	-	-	(6)
Solde au 31 mars 2023	3 958	1 444	5 402	8 167	13	(1 103)	(1 090)	12 479

(en millions de dollars américains)	Capital- actions déclaré	Surplus d'apport	Capital- actions total	Résultats non distribués	Profit non comptabilisé sur les instruments financiers	Écarts de conversion	Cumul des autres éléments du résultat global	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2021	3 813	1 683	5 496	9 149	25	(836)	(811)	13 834
Bénéfice net	-	-	-	1 007	-	-	-	1 007
Autres éléments du résultat global	-	-	-	35	3	(26)	(23)	12
Résultat global	-	-	-	1 042	3	(26)	(23)	1 019
Dividendes déclarés sur les actions privilégiées	-	-	-	(1)	-	-	-	(1)
Dividendes déclarés sur les actions ordinaires	-	-	-	(216)	-	-	-	(216)
Actions émises aux termes du RRD	7	-	7	-	-	-	-	7
Régimes de rémunération fondée sur des actions	85	(103)	(18)	-	-	-	-	(18)
Solde au 31 mars 2022	3 905	1 580	5 485	9 974	28	(862)	(834)	14 625

Les notes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers consolidés.

Thomson Reuters Corporation

Notes annexes (non audité)

(les montants sont exprimés en millions de dollars américains, à moins d'indication contraire)

Note 1 : Description générale de l'entreprise et base de présentation

Description générale de l'entreprise

Thomson Reuters Corporation (la « société » ou « Thomson Reuters ») est une entreprise régie par les lois de l'Ontario (Canada) dont les actions ordinaires sont cotées à la Bourse de Toronto (« TSX ») et à la Bourse de New York (« NYSE ») et dont les actions privilégiées de série II sont cotées à la TSX. La société propose des services à des professionnels dans les secteurs du droit, de la fiscalité, de la comptabilité, de la conformité, du gouvernement et des médias. Ses produits allient des logiciels et des connaissances hautement spécialisés pour fournir aux professionnels les données, les renseignements et les solutions nécessaires pour prendre des décisions éclairées, et pour aider les institutions dans leur quête de justice, de vérité et de transparence. Reuters, qui fait partie de Thomson Reuters, est le chef de file mondial du journalisme et de l'information de confiance.

Le comité d'audit du conseil d'administration de la société a approuvé les présents états financiers consolidés intermédiaires non audités (les « états financiers intermédiaires ») le 1^{er} mai 2023.

Base de présentation

Les états financiers intermédiaires ont été établis suivant les mêmes méthodes comptables que celles utilisées pour préparer les états financiers consolidés de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2022. Les états financiers intermédiaires sont conformes à la Norme comptable internationale (IAS) 34 *Information financière intermédiaire* (« IAS 34 »). Par conséquent, certaines informations, notamment dans les notes annexes, qui sont habituellement comprises dans les états financiers annuels préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») publiées par l'International Accounting Standards Board (« IASB ») ont été omises ou résumées.

La préparation des états financiers conformément à IAS 34 fait appel à certaines estimations comptables critiques. Elle impose également à la direction d'exercer son jugement dans l'application des méthodes comptables retenues par la société. La note 2 des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2022 décrit les domaines particulièrement complexes et faisant intervenir une part importante de jugement ainsi que ceux pour lesquels les hypothèses et les estimations ont une incidence importante sur les états financiers consolidés.

La société continue d'exercer ses activités dans un contexte macroéconomique et géopolitique marqué par l'incertitude résultant de la forte inflation, de la volatilité des taux d'intérêt, de l'invasion de l'Ukraine par la Russie, des effets persistants de la COVID-19 et des perturbations de la chaîne d'approvisionnement découlant de ces facteurs. La société suit de près l'évolution de la conjoncture macroéconomique et géopolitique afin d'évaluer les répercussions potentielles sur ses secteurs d'activité. Étant donné la grande incertitude suscitée par ces circonstances, certaines estimations et certains jugements formulés par la direction sont plus susceptibles de varier et pourraient changer de façon importante dans l'avenir.

Les états financiers intermédiaires ci-joints comprennent tous les ajustements, lesquels se composent des ajustements récurrents habituels, que la direction juge nécessaires à la présentation fidèle des résultats des activités d'exploitation, de la situation financière et des flux de trésorerie de la société. Les résultats d'exploitation des périodes intermédiaires ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats qui pourraient être obtenus pour une autre période intermédiaire ou pour l'exercice complet. Les présents états financiers intermédiaires doivent être lus parallèlement aux états financiers consolidés de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, qui sont présentés dans le rapport annuel 2022 de la société.

Dans les présents états financiers, le symbole « \$ » désigne le dollar américain, le symbole « \$ CA », le dollar canadien et le symbole « £ », la livre sterling.

Note 2 : Produits des activités ordinaires**Produits des activités ordinaires, par type et par emplacement géographique**

Les tableaux suivants présentent la ventilation des produits des activités ordinaires par type et par emplacement géographique ainsi qu'un rapprochement avec les secteurs à présenter (se reporter à la note 3).

Produits des activités ordinaires, par type	Professionnels du droit		Grandes sociétés		Fiscalité et comptabilité		Reuters News		Publications mondiales		Éliminations/arrondissement		Total	
Trimestres clos les 31 mars	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022
Récurrents	672	653	329	316	176	182	155	155	-	-	(6)	(6)	1 326	1 300
Transactions	42	45	106	95	106	71	20	21	-	-	-	-	274	232
Publications mondiales	-	-	-	-	-	-	-	-	138	142	-	-	138	142
Total	714	698	435	411	282	253	175	176	138	142	(6)	(6)	1 738	1 674

Produits des activités ordinaires, par emplacement géographique (pays de destination)	Professionnels du droit		Grandes sociétés		Fiscalité et comptabilité		Reuters News		Publications mondiales		Éliminations/arrondissement		Total	
Trimestres clos les 31 mars	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022	2023	2022
États-Unis	580	557	363	345	229	206	26	30	105	103	(6)	(6)	1 297	1 235
Canada (pays de résidence)	20	17	2	2	11	10	1	1	13	17	-	-	47	47
Autres	7	8	19	14	33	30	2	2	4	4	-	-	65	58
Amériques (Amérique du Nord, Amérique latine, Amérique du Sud)	607	582	384	361	273	246	29	33	122	124	(6)	(6)	1 409	1 340
Royaume-Uni	68	66	26	27	4	4	107	102	8	8	-	-	213	207
Autres	9	16	10	14	-	-	26	27	1	3	-	-	46	60
EMOA (Europe, Moyen-Orient et Afrique)	77	82	36	41	4	4	133	129	9	11	-	-	259	267
Asie-Pacifique	30	34	15	9	5	3	13	14	7	7	-	-	70	67
Total	714	698	435	411	282	253	175	176	138	142	(6)	(6)	1 738	1 674

Note 3 : Information sectorielle

La société comporte cinq secteurs à présenter qui rendent compte de la façon dont les entreprises sont gérées. Les secteurs offrent des produits et des services à une clientèle cible, comme il est expliqué ci-dessous.

Professionnels du droit

Le secteur Professionnels du droit propose des services de recherche et des produits de gestion des flux de travaux aux cabinets d'avocats et aux autorités gouvernementales. Son offre est axée sur des services de recherche conviviaux propulsés par des technologies de pointe et des solutions intégrées de gestion des processus juridiques alliant contenu, outils et analyses.

Grandes sociétés

Le secteur Grandes sociétés propose aux entreprises clientes, tant des petites entreprises que des organisations multinationales, dont les sept plus grands cabinets d'experts-comptables au monde, la gamme complète des solutions technologiques de contenu que nous offrons à l'intention de leurs professionnels du droit, de la fiscalité, de la réglementation, de la conformité et des TI à l'interne.

Fiscalité et comptabilité

Le secteur Fiscalité et comptabilité propose aux professionnels en fiscalité, en comptabilité et en vérification des cabinets d'experts-comptables (autres que les sept plus grands cabinets au monde, qui sont servis par le secteur Grandes sociétés) des outils de recherche et des produits de gestion des flux de travaux axés sur des solutions fiscales conviviales et des solutions de gestion automatisée des processus fiscaux.

Reuters News

Le secteur Reuters News fournit aux groupes de médias, aux professionnels et aux consommateurs du monde entier, des services de nouvelles économiques, financières et internationales par l'intermédiaire de l'agence de presse Reuters, de Reuters.com, de Reuters Events, des produits de Thomson Reuters; il fournit également de tels services aux professionnels des marchés financiers exclusivement par l'intermédiaire des produits du London Stock Exchange Group (« LSEG »).

Publications mondiales

Le secteur Publications mondiales fournit des renseignements juridiques et fiscaux, essentiellement sous forme imprimée, à ses clients du monde entier.

La société présente aussi de l'information sur la catégorie Charges liées au siège social, qui comprend les charges liées aux fonctions générales. En 2022, les charges liées au siège social comprenaient les charges liées au programme de transformation (se reporter à la note 5). Les charges liées au siège social ne satisfont pas aux critères de présentation de l'information sectorielle.

	Trimestres clos les 31 mars	
	2023	2022
Produits des activités ordinaires		
Professionnels du droit	714	698
Grandes sociétés	435	411
Fiscalité et comptabilité	282	253
Reuters News	175	176
Publications mondiales	138	142
Éliminations/arrondissement	(6)	(6)
Produits des activités ordinaires	1 738	1 674
BALIA ajusté		
Professionnels du droit	318	305
Grandes sociétés	154	157
Fiscalité et comptabilité	149	122
Reuters News	29	37
Publications mondiales	50	53
Total du BALIA ajusté des secteurs à présenter	700	674
Charges liées au siège social	(23)	(74)
Ajustements de juste valeur ¹⁾	(13)	(7)
Dotation aux amortissements des immobilisations corporelles	(30)	(38)
Dotation aux amortissements des logiciels	(118)	(114)
Dotation aux amortissements des autres immobilisations incorporelles identifiables	(25)	(26)
Autres profits (pertes) d'exploitation, montant net	17	(1)
Bénéfice d'exploitation	508	414
Charge d'intérêts, montant net	(55)	(48)
Autres (charges) produits financiers	(90)	94
Quote-part du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	570	798
Charge d'impôt	(196)	(240)
Bénéfice lié aux activités poursuivies	737	1 018

1) Le trimestre clos le 31 mars 2023 comprend un montant de 9 M\$ au titre des produits différés acquis (néant en 2022).

Pour le trimestre clos le 31 mars 2023, les produits de Reuters News comprenaient un montant de 6 M\$ (6 M\$ en 2022) se rapportant principalement aux services liés au contenu qu'il a fournis aux secteurs Professionnels du droit, Grandes sociétés et Fiscalité et comptabilité.

Conformément à IFRS 8 *Secteurs opérationnels*, la société fournit certaines informations sur ses secteurs à présenter en se fondant sur les indicateurs que la direction utilise pour évaluer la performance de ces secteurs. Ces mesures sont définies ci-dessous et peuvent donc ne pas être comparables aux mesures similaires des autres sociétés.

BAIIA ajusté sectoriel

- Le BAIIA ajusté sectoriel correspond au bénéfice ou à la perte lié aux activités poursuivies, avant la charge ou le produit d'impôt, le montant net de la charge d'intérêts, les autres charges financières ou produits financiers, la dotation aux amortissements des immobilisations corporelles, des logiciels et des autres immobilisations incorporelles identifiables, la quote-part revenant à la société du bénéfice ou de la perte après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, les autres profits et pertes d'exploitation, certaines pertes de valeur d'actifs, les éléments liés au siège social et les ajustements de juste valeur, y compris ceux liés aux produits différés acquis.
- La société ne considère pas ces éléments exclus comme des activités d'exploitation contrôlables aux fins de l'évaluation du rendement actuel des secteurs à présenter.
- Nous attribuons à chaque secteur, selon l'utilisation ou d'autres paramètres applicables, une partie des coûts des services de soutien centralisés, comme ceux liés à la technologie, au service à la clientèle, aux politiques commerciales, à la gestion des installations et à l'élaboration de produits et de contenus. De plus, les coûts des produits sont attribués lorsqu'un secteur vend des produits gérés par un autre secteur.

Note 4 : Caractère saisonnier

Les produits des activités ordinaires et le bénéfice d'exploitation consolidés de la société sont habituellement peu touchés par le caractère saisonnier des activités puisque cette dernière comptabilise une part importante de ses produits des activités ordinaires de façon graduelle sur la durée des contrats et engage habituellement ses coûts uniformément tout au long de l'exercice. Néanmoins, les produits des activités ordinaires de la société peuvent varier d'un trimestre à l'autre en fonction des lancements de produits fiscaux, qui sont habituellement plus concentrés au quatrième trimestre et, dans une moindre mesure, au premier trimestre de l'exercice. Le moment auquel les coûts ont été engagés dans le cadre du programme de transformation a eu une incidence sur le caractère saisonnier des charges et du bénéfice d'exploitation de la société en 2022.

Note 5 : Charges d'exploitation

Le tableau suivant présente les composantes des charges d'exploitation.

	Trimestres clos les 31 mars	
	2023	2022
Salaires, commissions et indemnités	587	593
Palements fondés sur des actions	25	21
Avantages postérieurs à l'emploi	29	37
Total des frais de personnel	641	651
Biens et services ¹⁾	342	331
Contenu	69	67
Télécommunications	10	13
Installations	8	12
Ajustements de juste valeur ²⁾	4	7
Total des charges d'exploitation	1 074	1 081

1) Comprennent les honoraires professionnels, les frais d'experts-conseils et d'externalisation, le coût de la sous-traitance, les frais de vente et de commercialisation et d'autres frais généraux et frais d'administration.

2) Les ajustements de juste valeur représentent essentiellement les profits et pertes sur les soldes intragroupe survenant dans le cours normal des activités attribuables aux variations des cours de change.

Les charges d'exploitation en 2022 comprenaient un montant de 34 M\$ lié au programme de transformation visant la transition de Thomson Reuters d'une société de portefeuille en une société d'exploitation, et son passage de fournisseur de contenu à société technologique axée sur le contenu. Les charges comprenaient des indemnités de fin de contrat de travail ainsi que des coûts engagés en vue de favoriser l'efficacité en ce qui concerne la technologie et les ventes numériques. Le programme de transformation a été achevé le 31 décembre 2022.

Note 6 : Autres profits (pertes) d'exploitation, montant net

Le montant net des autres profits d'exploitation s'est établi à 17 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2023, ce qui tient compte d'un profit de 23 M\$ à la vente d'une filiale canadienne entièrement détenue à une société affiliée à The Woodbridge Company Limited (« Woodbrige »), le principal actionnaire de la société (se reporter à la note 20). Le montant net des autres pertes d'exploitation a été négligeable et s'est chiffré à 1 M\$ pour le trimestre clos le 31 mars 2022.

Note 7 : Charges financières, montant net

Le montant net des charges financières comprend la charge (le produit) d'intérêts et les autres charges (produits) financiers comme l'indique le tableau suivant.

	Trimestres clos les 31 mars	
	2023	2022
Charge d'intérêts		
Dette	52	40
Instruments financiers dérivés – activités de couverture	-	(1)
Autres, montant net	5	5
Profits sur la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie, transfert depuis les capitaux propres	(2)	(13)
Pertes de change sur la dette, montant net	2	13
Charge d'intérêts, montant net – dette et autres	57	44
Charge d'intérêts, montant net – contrats de location	2	2
Charge d'intérêts, montant net – régimes de retraite et autres régimes d'avantages postérieurs à l'emploi	6	3
Produit d'intérêts	(10)	(1)
Charge d'intérêts, montant net	55	48
	Trimestres clos les 31 mars	
	2023	2022
Pertes (profits) nets attribuables aux variations des cours de change	23	(16)
Pertes (profits) nets sur instruments dérivés	69	(78)
Autres	(2)	-
Autres charges (produits) financiers	90	(94)

Pertes (profits) nets attribuables aux variations des cours de change

Le montant net des pertes (profits) attribuables aux variations des cours de change se compose principalement de montants liés à certaines ententes de financement intragroupe.

Pertes (profits) nets sur instruments dérivés

Le montant net des pertes (profits) sur les instruments dérivés se rapporte à des contrats de change conçus pour réduire le risque de change sur une partie du placement indirect de la société dans LSEG, qui est libellé en livres sterling.

Note 8 : Participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence

Le tableau suivant présente les participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, telles qu'elles sont présentées à l'état consolidé de la situation financière :

	31 mars	31 décembre
	2023	2022
YPL	4 405	6 028
Autres participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	167	171
Total des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	4 572	6 199

Les participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence se composent principalement des actions de LSEG que la société détient indirectement par le truchement de sa participation directe dans York Parent Limited et ses filiales (« YPL »). YPL est une entité détenue conjointement par la société, le consortium de Blackstone (composé de Blackstone Group et de ses filiales et des fonds de capital-investissement affiliés à Blackstone), ainsi que certains membres actuels de la haute direction de LSEG et anciens membres de la haute direction de Refinitiv.

La participation dans LSEG est comptabilisée selon la méthode de la mise en équivalence puisque les actions de LSEG sont détenues par l'intermédiaire de YPL, sur laquelle la société exerce une influence notable. Comme YPL ne détient qu'une participation financière dans les actions de LSEG, que les parties ont l'intention de vendre au fil du temps, et ne participe pas à l'exploitation de LSEG ou de l'entreprise de services de données et d'analyse de LSEG, la participation dans les actions de LSEG détenue par YPL est comptabilisée à la juste valeur, en fonction du cours de l'action de LSEG. Le placement dans LSEG étant libellé en livres sterling, la société a conclu une série de contrats de change pour atténuer le risque de change à l'égard de son placement (se reporter à la note 12).

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2023, la société a reçu 2,3 G\$ relativement aux transactions suivantes. De ce montant, 2,2 G\$ ont été reçus sous forme de dividendes de YPL, lesquels ont été constatés comme une diminution de la valeur de la participation de la société et comptabilisés dans les activités d'investissement dans le tableau consolidé des flux de trésorerie.

- Le 31 janvier 2023, la société et le consortium de Blackstone ont vendu collectivement 21,2 millions d'actions de LSEG détenues conjointement par le truchement de YPL à Microsoft au prix fixe de 94,50 \$ US l'action. La société a reçu un produit brut d'environ 1,0 G\$ lié à la vente de 10,5 millions d'actions détenues indirectement. Parallèlement à la vente d'actions à Microsoft, LSEG a modifié les modalités des dispositions contractuelles de blocage convenues antérieurement entre LSEG et les entités du consortium de Blackstone/Thomson Reuters qui détiennent les actions de LSEG. Aux termes de l'entente que la société a conclue avec LSEG et le consortium de Blackstone, Thomson Reuters pourra vendre environ 31 millions d'actions qu'elle détient indirectement au cours de la période de douze mois commençant le 30 janvier 2023, 22 millions d'actions au cours de la période de douze mois commençant le 30 janvier 2024 et 8 millions d'actions après la résiliation de la convention de blocage le 29 janvier 2025.
- Le 8 mars 2023, la société et le consortium de Blackstone ont vendu collectivement 28 millions d'actions détenues conjointement au prix de 71,50 £ l'action dans le cadre d'un placement auprès d'investisseurs institutionnels et d'une offre aux particuliers. La société a tiré un produit brut d'environ 1,3 G\$ de la vente de 13,6 millions d'actions qu'elle détenait indirectement, y compris un montant d'environ 96 M\$ du règlement de contrats de change visant à atténuer l'exposition au risque de change sur son placement (se reporter à la note 12).
- Au cours du trimestre clos le 31 mars 2023, LSEG a racheté 0,9 million d'actions ordinaires auprès de YPL dans le cadre d'un programme de rachat sur le marché libre annoncé par LSEG en août 2022. La société a reçu un produit d'environ 35 M\$ lié à la vente de 0,4 million d'actions qu'elle détenait indirectement dans le cadre de cette opération de rachat.

Au 31 mars 2023, YPL détenait une combinaison d'actions ordinaires de LSEG et d'actions ordinaires à droit de vote limité de LSEG (les actions s'accompagnant, au total, d'une participation directe d'environ 21 % et d'une participation avec droit de vote de 14 % dans LSEG, comparativement à une participation directe d'environ 30 % et une participation avec droit de vote de 24 % au 31 décembre 2022). Au 31 mars 2023, la société détenait une participation de 40,25 % (42,84 % au 31 décembre 2022) dans YPL et détenait indirectement environ 47,5 millions d'actions de LSEG (72,0 millions au 31 décembre 2022).

La quote-part de la société du bénéfice après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, telle qu'elle est présentée à l'état consolidé du résultat net, se compose de ce qui suit :

	Trimestres clos les 31 mars	
	2023	2022
YPL	574	799
Autres participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	(4)	(1)
Total de la quote-part du profit après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence	570	798

Pour le trimestre clos le 31 mars 2023, la quote-part du profit après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence reflète la hausse de la valeur de la participation dans LSEG, dont une tranche de 478 M\$ se rapporte à l'accroissement du cours de l'action et une tranche de 159 M\$, à des profits de change. Une perte de 77 M\$ sur un contrat de change lié à l'entente de vente d'actions de LSEG à Microsoft à un prix fixe est également prise en compte.

Pour le trimestre clos le 31 mars 2022, la quote-part du profit après impôt des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence reflétait la hausse de la valeur de la participation dans LSEG en raison de l'augmentation de 1 016 M\$ attribuable à l'accroissement du cours de l'action, annulée en partie par des pertes de change de 217 M\$.

Le tableau ci-après présente un sommaire de l'information financière pour 100 % de YPL aux 31 mars 2023 et 2022.

	Trimestres clos les 31 mars	
	2023	2022
Valeur de marché des actions de LSEG	1 541	1 865
Perte sur contrat de change	(179)	-
Bénéfice net	1 362	1 865
Résultat global	1 362	1 865

Le tableau suivant présente le rapprochement de l'actif net attribuable à YPL et de la valeur comptable de la participation de la société dans YPL.

	31 mars 2023	31 décembre 2022
Actif		
Actifs courants	17	190
Actifs non courants	11 684	14 620
Total de l'actif	11 701	14 810
Passif		
Passifs courants	13	10
Passifs non courants	218	202
Total du passif	231	212
Actif net attribuable à YPL	11 470	14 598
Actif net attribuable à YPL – à l'ouverture de la période	14 598	15 881
Bénéfice net attribuable à YPL	1 362	(973)
Distributions aux propriétaires	(4 490)	(310)
Actif net attribuable à YPL – à la clôture de la période	11 470	14 598
Quote-part de Thomson Reuters en pourcentage	40,25 %	42,84 %
Quote-part de Thomson Reuters en dollars	4 617	6 254
Données historiques exclues de l'ajustement des capitaux propres ¹⁾	(212)	(226)
Valeur comptable de Thomson Reuters	4 405	6 028

1) Représentent l'incidence cumulative des opérations sur capitaux propres exclues de la participation de la société dans YPL.

Se reporter à la note 20 pour en savoir davantage sur les transactions entre parties liées en lien avec YPL.

Note 9 : Imposition

Pour les trimestres clos les 31 mars 2023 et 2022, la charge d'impôt s'est élevée à respectivement 196 M\$ et à 240 M\$. Pour le trimestre clos le 31 mars 2023, la charge d'impôt comprenait un montant de 136 M\$ (192 M\$ en 2022) lié à la quote-part revenant à la société du bénéfice des participations comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence.

En outre, la charge d'impôt de chaque période tient compte des taux s'appliquant dans les divers territoires où les bénéfices et les pertes avant impôt sont comptabilisés. Puisque la répartition géographique du bénéfice ou de la perte avant impôt des périodes intermédiaires peut différer de celle pour l'exercice complet, la charge ou le produit d'impôt de ces périodes n'est pas nécessairement représentatif de la charge d'impôt pour l'exercice complet.

Note 10 : Résultat par action

Le résultat de base par action correspond au résultat attribuable aux actionnaires ordinaires moins les dividendes déclarés sur les actions privilégiées, divisé par la somme du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation et des unités d'actions différées (« UAD ») acquises qui étaient en cours pendant la période. Les UAD représentent les actions ordinaires que certains membres du personnel ont choisi de recevoir à la place d'une rémunération en trésorerie lorsqu'ils auront acquis les droits relatifs aux attributions fondées sur des actions.

Le résultat dilué par action a été obtenu à partir du dénominateur du calcul du résultat de base décrit plus haut, ajusté de façon à tenir compte de l'effet potentiellement dilutif des options sur actions et des unités d'actions de négociation restreinte temporelles (« UANRT ») en cours.

Le résultat utilisé pour le calcul du résultat consolidé par action et du résultat par action lié aux activités poursuivies est présenté ci-après.

	Trimestres clos les 31 mars	
	2023	2022
Bénéfice attribuable aux actionnaires ordinaires	756	1 007
Moins : dividendes déclarés sur les actions privilégiées	(1)	(1)
Bénéfice utilisé pour le résultat consolidé par action	755	1 006
Moins (le bénéfice) la perte lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt	(19)	11
Bénéfice utilisé pour le calcul du résultat par action lié aux activités poursuivies	736	1 017

Le tableau suivant présente le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, de même que le rapprochement du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation utilisé pour le calcul du résultat de base par action et du nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation utilisé pour le calcul du résultat dilué par action.

	Trimestres clos les 31 mars	
	2023	2022
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	473 101 530	486 384 727
Nombre moyen pondéré d'UAD acquises	167 526	324 031
Nombre pour le résultat de base	473 269 056	486 708 758
Incidence des options sur actions et des UANRT	893 743	804 458
Nombre pour le résultat dilué	474 162 799	487 513 216

Note 11 : Actifs détenus en vue de la vente

Au 31 mars 2023, les actifs détenus en vue de la vente comprenaient principalement l'entreprise Elite appartenant à la société (se reporter à la note 21). Le tableau suivant détaille les actifs et passifs classés comme étant détenus en vue de la vente dans l'état consolidé de la situation financière.

	31 mars	31 décembre
	2023	2022
Créances clients et autres créances d'exploitation	54	4
Charges payées d'avance et autres actifs courants	13	-
Logiciels, montant net	39	4
Goodwill	107	4
Autres actifs	2	-
Total des actifs détenus en vue de la vente	215	12
Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions	15	1
Produits différés	69	13
Total des passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente	84	14

Note 12 : Instruments financiers**Actifs et passifs financiers**

Le tableau suivant détaille les actifs et passifs financiers comptabilisés dans l'état consolidé de la situation financière.

	Actifs (passifs) au coût amorti	Actifs à la juste valeur par le biais du résultat net	Actifs à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Dérivés utilisés à des fins de couverture	Total
31 mars 2023					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	294	1 396	-	-	1 690
Créances clients et autres créances d'exploitation	941	-	-	-	941
Autres actifs financiers courants	12	72	-	-	84
Autres actifs financiers non courants	23	389	62	41	515
Dette courante	(1 299)	-	-	-	(1 299)
Dettes fournisseurs (note 14)	(124)	-	-	-	(124)
Charges à payer (note 14)	(614)	-	-	-	(614)
Autres passifs financiers courants ¹⁾	(63)	(41)	-	-	(104)
Dette à long terme	(3 116)	-	-	-	(3 116)
Autres passifs financiers non courants ²⁾	(195)	(39)	-	-	(234)
Total	(4 141)	1 777	62	41	(2 261)

	Actifs (passifs) au coût amorti	Actifs (passifs) à la juste valeur par le biais du résultat net	Actifs à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global	Dérivés utilisés à des fins de couverture	Total
31 décembre 2022					
Trésorerie et équivalents de trésorerie	820	249	-	-	1 069
Créances clients et autres créances d'exploitation	1 069	-	-	-	1 069
Autres actifs financiers courants	13	191	-	-	204
Autres actifs financiers non courants	24	400	61	42	527
Dette courante	(1 647)	-	-	-	(1 647)
Dettes fournisseurs (note 14)	(237)	-	-	-	(237)
Charges à payer (note 14)	(834)	-	-	-	(834)
Autres passifs financiers courants ^{1), 3)}	(781)	(31)	-	-	(812)
Dette à long terme	(3 114)	-	-	-	(3 114)
Autres passifs financiers non courants ²⁾	(204)	(29)	-	-	(233)
Total	(4 891)	780	61	42	(4 008)

1) Comprennent des obligations locatives de 56 M\$ (56 M\$ en 2022).

2) Comprennent des obligations locatives de 171 M\$ (179 M\$ en 2022).

3) Comprennent un engagement de rachat d'actions d'un montant maximal de 718 M\$ lié au régime automatique de rachat d'actions établi par la société avec son courtier afin de racheter les actions de la société pendant ses propres périodes d'interdiction d'opérations. Se reporter à la note 16.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

Du montant total de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des sommes respectives de 84 M\$ et de 81 M\$ au 31 mars 2023 et au 31 décembre 2022 étaient détenues par des filiales soumises à des restrictions réglementaires ou contractuelles ou exerçant leurs activités dans des pays où des contrôles de change ou d'autres restrictions légales existaient et n'étaient donc pas disponibles pour les besoins généraux de la société.

Programme de papier commercial

Le programme de papier commercial de 2,0 G\$ de la société lui fournit un financement efficace et flexible à court terme. La valeur comptable du solde du papier commercial inscrit dans la dette courante à l'état consolidé de la situation financière au 31 mars 2023 se chiffrait à 699 M\$ (1 048 M\$ au 31 décembre 2022).

Facilité de crédit

La société a conclu une convention de facilité de crédit consortiale d'un montant de 2,0 G\$ qui vient à échéance en novembre 2027 et qui peut être utilisée pour obtenir des liquidités pour les besoins généraux de l'entreprise (notamment aux fins des acquisitions et du financement de son programme de papier commercial). Au 31 mars 2023 et au 31 décembre 2022, aucun emprunt sur cette facilité de crédit n'était en cours. D'après les notations actuelles de la société, le taux d'intérêt aux termes de la convention de facilité de crédit est fonction du taux de financement à un jour garanti (Secured Overnight Financing Rate ou « SOFR ») à terme, du taux interbancaire offert en euros (l'« EURIBOR ») ou du taux Simple Sterling Overnight Index Average (« SONIA »), majoré de 102,5 points de base. La société peut demander une augmentation de l'engagement des prêteurs d'un montant global de 600 M\$, jusqu'à un montant maximal de 2,6 G\$, sous réserve de l'approbation des prêteurs concernés.

La société garantit les emprunts de ses filiales aux termes de la facilité de crédit. La société est également tenue de maintenir un ratio de la dette nette, au sens donné à ce terme dans la convention de crédit (total de la dette après déduction des swaps, diminué de la trésorerie et des équivalents de trésorerie), établie le dernier jour du trimestre, par rapport au BAIIA, selon la définition donnée dans la convention de crédit (bénéfice avant intérêts, impôt, dotation aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et autres modifications décrites dans la convention de crédit) d'au plus 4,5 pour 1 pour les quatre derniers trimestres écoulés. Si la société réalisait une acquisition dont le prix d'achat dépassait 500 M\$, le ratio de la dette nette sur le BAIIA augmenterait temporairement à 5,0 pour 1 pour les trois trimestres suivant la transaction, après quoi il reviendrait à 4,5 pour 1. Au 31 mars 2023, la société respectait cette clause restrictive puisque son ratio de la dette nette sur le BAIIA, calculé aux termes de sa facilité de crédit consortiale, s'établissait à 1,1 pour 1.

Contrats de change

La société a conclu des contrats de change conçus pour réduire le risque de change à l'égard d'une partie de son placement indirect dans LSEG, qui est libellé en livres sterling. Le 23 mars 2023, la société a réglé des contrats de change d'un notionnel de 1,0 G£ (1,3 G\$) pour un produit net de 96 M\$ dans le cadre de la vente de 13,6 millions d'actions de LSEG. Au 31 mars 2023, la société avait des contrats de change restants d'un notionnel de 2,9 G£ (3,8 G\$) en cours. Pour le trimestre clos le 31 mars 2023, des pertes de 69 M\$ (profits de 78 M\$ en 2022) ont été inscrites au poste « Autres (charges) produits financiers » de l'état consolidé du résultat net (se reporter à la note 7) par suite des fluctuations du taux de change entre le dollar américain et la livre sterling. Ces instruments ne sont pas liés aux fluctuations du cours de l'action de LSEG. La société comptabilise les contrats de change à leur juste valeur à chaque date de clôture. La juste valeur nette connexe de ces contrats correspondait à un actif de 144 M\$ (actif de 309 M\$ au 31 décembre 2022), présenté dans les autres actifs ou passifs financiers courants ou non courants, selon le cas, à l'état consolidé de la situation financière. Au 31 mars 2023, la valeur de marché de la participation de la société en actions de LSEG s'établissait à quelque 4,6 G\$ selon le cours de clôture de l'action de LSEG à cette date (6,2 G\$ au 31 décembre 2022).

Juste valeur

La juste valeur de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des créances clients et autres créances d'exploitation ainsi que des dettes fournisseurs et charges à payer correspond approximativement à leur valeur comptable en raison de leur échéance rapprochée. La juste valeur de la dette à long terme et des instruments dérivés liés est présentée ci-après.

Dette et instruments dérivés connexes

Valeur comptable

Les montants comptabilisés dans l'état consolidé de la situation financière sont appelés « valeur comptable ». Les valeurs comptables de la dette primaire sont prises en compte aux postes « Dette courante » ou « Dette à long terme », et les valeurs comptables des instruments dérivés sont prises en compte aux postes « Autres actifs financiers » et « Autres passifs financiers », courants et non courants, selon le cas, de l'état consolidé de la situation financière.

Juste valeur

La juste valeur de la dette est estimée au moyen des prix cotés sur le marché pour des instruments similaires ou des taux courants offerts à la société pour une dette dont l'échéance est identique. La juste valeur des swaps sur taux d'intérêt est estimée en fonction des flux de trésorerie actualisés selon les taux actuels de marché et compte tenu du risque de non-exécution.

Le tableau suivant résume la dette et les instruments dérivés liés qui couvraient les flux de trésorerie de cette dette.

	Valeur comptable		Juste valeur	
	Dette primaire	(Actif) au titre des instruments dérivés	Dette primaire	(Actif) au titre des instruments dérivés
31 mars 2023				
Papier commercial	699	-	700	-
Billets à 2,239 %, 1 400 \$ CA, échéant en 2025	1 031	(41)	982	(41)
Billets à 4,30 %, 600 \$, échéant en 2023	600	-	597	-
Billets à 3,85 %, 450 \$, échéant en 2024 ¹⁾	241	-	237	-
Billets à 3,35 %, 500 \$, échéant en 2026	498	-	476	-
Billets à 4,50 %, 350 \$, échéant en 2043 ¹⁾	116	-	91	-
Billets à 5,65 %, 350 \$, échéant en 2043	342	-	330	-
Déventures à 5,50 %, 400 \$, échéant en 2035	396	-	386	-
Déventures à 5,85 %, 500 \$, échéant en 2040	492	-	490	-
Total	4 415	(41)	4 289	(41)
Partie courante	1 299	-		
Partie non courante	3 116	(41)		

	Valeur comptable		Juste valeur	
	Dette primaire	(Actif) au titre des instruments dérivés	Dette primaire	(Actif) au titre des instruments dérivés
31 décembre 2022				
Papier commercial	1 048	-	1 050	-
Billets à 2,239 %, 1 400 \$ CA, échéant en 2025	1 030	(42)	972	(42)
Billets à 4,30 %, 600 \$, échéant en 2023	599	-	594	-
Billets à 3,85 %, 450 \$, échéant en 2024 ¹⁾	241	-	235	-
Billets à 3,35 %, 500 \$, échéant en 2026	497	-	473	-
Billets à 4,50 %, 350 \$, échéant en 2043 ¹⁾	116	-	89	-
Billets à 5,65 %, 350 \$, échéant en 2043	342	-	324	-
Déventures à 5,50 %, 400 \$, échéant en 2035	396	-	379	-
Déventures à 5,85 %, 500 \$, échéant en 2040	492	-	482	-
Total	4 761	(42)	4 598	(42)
Partie courante	1 647	-		
Partie non courante	3 114	(42)		

1) Les billets ont été remboursés en partie en octobre 2018.

Estimation de juste valeur

Les instruments financiers inscrits dans l'état consolidé de la situation financière à leur juste valeur ont été évalués selon une hiérarchie à plusieurs niveaux, qui sont les suivants :

- Niveau 1 – prix cotés (non ajustés) sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;
- Niveau 2 – données autres que les prix cotés visés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées de prix);
- Niveau 3 – données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas basées sur des données observables de marché (à savoir des données non observables).

Le tableau suivant indique les niveaux de la hiérarchie des données qui ont servi à l'évaluation de la juste valeur des instruments comptabilisés à la juste valeur à l'état consolidé de la situation financière.

31 mars 2023				
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Solde total
Actifs				
Comptes du marché monétaire	-	1 396	-	1 396
Autres créances ¹⁾	-	-	260	260
Contrats de change ²⁾	-	201	-	201
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	-	1 597	260	1 857
Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ³⁾	20	-	42	62
Dérivés utilisés à des fins de couverture ⁴⁾	-	41	-	41
Total des actifs	20	1 638	302	1 960
Passifs				
Contrats de change ²⁾	-	(57)	-	(57)
Contrepartie éventuelle ⁵⁾	-	-	(23)	(23)
Passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	-	(57)	(23)	(80)
Total des passifs	-	(57)	(23)	(80)
31 décembre 2022				
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Solde Total
Actifs				
Comptes du marché monétaire	-	249	-	249
Autres créances ¹⁾	-	-	245	245
Contrats de change ²⁾	-	346	-	346
Actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	-	595	245	840
Actifs financiers à la juste valeur par le biais des autres éléments du résultat global ³⁾	19	-	42	61
Dérivés utilisés à des fins de couverture ⁴⁾	-	42	-	42
Total des actifs	19	637	287	943
Passifs				
Contrats de change ²⁾	-	(37)	-	(37)
Contrepartie éventuelle ⁵⁾	-	-	(23)	(23)
Passifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net	-	(37)	(23)	(60)
Total des passifs	-	(37)	(23)	(60)

1) Créances aux termes des ententes d'indemnisation (se reporter à la section ci-après et à la note 19).

2) Se rapportent à la gestion du risque de change à l'égard d'une partie du placement indirect de la société dans LSEG.

3) Placements détenus dans des entités sur lesquelles la société n'exerce ni contrôle, ni contrôle conjoint, ni influence notable.

4) Composés de swaps de devises fixe-fixe sur la dette.

5) Obligations liées au versement d'une contrepartie additionnelle pour des acquisitions antérieures, en fonction de certaines mesures de performance dont il a été convenu au moment de l'acquisition.

Les créances aux termes d'ententes d'indemnisation relèvent du niveau 3 de la hiérarchie des justes valeurs. L'augmentation de ces créances entre le 31 décembre 2022 et le 31 mars 2023 tient compte principalement des profits sur la juste valeur en fonction des taux d'intérêt associés au profil de crédit des contreparties aux ententes d'indemnisation et des profits de change, qui sont inscrits dans le bénéfice (la perte) lié aux activités abandonnées, déduction faite de l'impôt, à l'état consolidé du résultat net.

La société comptabilise les transferts entre les niveaux de la hiérarchie à la clôture de la période de présentation au cours de laquelle l'événement ou le changement de circonstance ayant entraîné le transfert a eu lieu. Il n'y a pas eu de transfert entre les niveaux de la hiérarchie pour le trimestre clos le 31 mars 2023.

Techniques d'évaluation

La juste valeur des instruments financiers qui ne sont pas négociés sur un marché actif (p. ex., les instruments dérivés hors cote) est établie au moyen de techniques d'évaluation. Ces techniques d'évaluation utilisent au maximum les données de marché observables qui sont disponibles et reposent aussi peu que possible sur des estimations propres à l'entité. Si toutes les données d'entrée importantes nécessaires à la détermination de la juste valeur de l'instrument sont observables, l'instrument se classe au niveau 2. Si l'une ou plusieurs des données importantes ne sont pas basées sur des données observables de marché, l'instrument est alors classé dans le niveau 3.

Les techniques d'évaluation particulières ayant servi à l'évaluation des instruments financiers comprennent les suivantes :

- Des prix cotés sur un marché ou par un courtier pour des instruments similaires sont utilisés;
- La juste valeur des swaps combinés sur taux d'intérêt et devises et des contrats de change correspond à la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs estimatifs, sur la base de courbes de rendement observables;
- La juste valeur des autres créances tient compte des flux de trésorerie futurs estimatifs, des taux d'intérêt en vigueur sur le marché et du risque de non-exécution;
- La juste valeur de la contrepartie éventuelle est fondée sur des estimations des produits des activités ordinaires futurs.

Note 13 : Autres actifs non courants

	31 mars	31 décembre
	2023	2022
Excédents nets des régimes à prestations définies	67	48
Valeur de rachat de polices d'assurance vie	342	337
Commissions différées	106	121
Autres actifs non courants ¹⁾	117	113
Total des autres actifs non courants	632	619

1) Comprennent un impôt à recevoir de la HM Revenue & Customs (la « HMRC ») de 96 M\$ au 31 mars 2023 et de 94 M\$ au 31 décembre 2022 (se reporter à la note 19).

Note 14 : Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions

	31 mars	31 décembre
	2023	2022
Dettes fournisseurs	124	237
Charges à payer	614	834
Provisions	97	108
Autres passifs courants	29	29
Total des dettes d'exploitation, charges à payer et provisions	864	1 208

Note 15 : Provisions et autres passifs non courants

	31 mars	31 décembre
	2023	2022
Obligations nettes au titre des régimes à prestations définies	543	526
Rémunération et intéressement du personnel différés	74	72
Provisions	82	86
Autres passifs non courants	9	7
Total des provisions et autres passifs non courants	708	691

Note 16 : Capital-actions

Rachats d'actions – Offre publique de rachat d'actions dans le cours normal des activités (l'« offre de rachat »)

À l'occasion, la société rachète des actions (et les annule ultérieurement) conformément à sa stratégie en matière de gestion du capital. En juin 2022, la société a annoncé son intention de racheter des actions ordinaires pour un montant maximal de 2,0 G\$. La société a achevé ce programme au cours du trimestre clos le 31 mars 2023 avec le rachat de 6,0 millions d'actions ordinaires totalisant 718 M\$ au prix moyen par action de 120,10 \$. La société n'avait racheté aucune action ordinaire au cours du trimestre clos le 31 mars 2022.

Dividendes

Les dividendes sur les actions ordinaires sont déclarés en dollars américains. Dans le tableau consolidé des flux de trésorerie, les dividendes versés sur les actions ordinaires sont présentés déduction faite des montants réinvestis dans la société dans le cadre de son régime de réinvestissement des dividendes. Le tableau ci-après fait état des dividendes déclarés par action ordinaire et des dividendes que nous avons versés sur nos actions ordinaires.

	Trimestres clos les 31 mars	
	2023	2022
Dividendes déclarés par action ordinaire	0,490 \$	0,445 \$
Dividendes déclarés	232	216
Dividendes réinvestis	(8)	(7)
Dividendes versés	224	209

Note 17 : Informations additionnelles sur les flux de trésorerie

Le tableau suivant détaille les composantes du poste « Autres » du tableau consolidé des flux de trésorerie.

	Trimestres clos les 31 mars	
	2023	2022
Charges hors trésorerie liées aux avantages du personnel	38	42
Pertes (profits) nets de change et sur instruments financiers dérivés	91	(92)
Ajustements de juste valeur (note 5)	4	7
Autres	(1)	4
	132	(39)

Le tableau suivant détaille les composantes du poste « Variation du fonds de roulement et d'autres éléments ».

	Trimestres clos les 31 mars	
	2023	2022
Créances clients et autres créances d'exploitation	90	43
Charges payées d'avance et autres actifs courants	24	25
Autres actifs financiers	-	11
Dettes d'exploitation, charges à payer et provisions	(370)	(274)
Produits différés	(47)	(9)
Autres passifs financiers	-	(11)
Impôt sur le résultat ¹⁾	241	39
Autres	(18)	(15)
	(80)	(191)

1) Les résultats du trimestre clos le 31 mars 2023 tiennent compte du passif d'impôt exigible comptabilisé sur la vente des actions de LSEG (se reporter à la note 8), dont les paiements d'impôt sont inclus dans les activités d'investissement.

Le tableau suivant détaille les composantes de l'impôt payé.

	Trimestres clos les 31 mars	
	2023	2022
Activités d'exploitation – activités poursuivies	(82)	(35)
Activités d'investissement – activités poursuivies	(18)	-
Total de l'impôt payé	(100)	(35)

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2022, la société a payé un montant de 74 M\$ relativement à des avis d'imposition en vertu du régime d'impôt sur les profits détournés, dont une tranche de 18 M\$ a été payée directement à la HMRC et une tranche de 56 M\$ a été payée à LSEG aux termes d'une entente d'indemnisation. LSEG a remis à la HMRC, au nom de la société, les montants reçus aux termes de l'indemnité. Les paiements versés directement à la HMRC ont été inclus dans l'impôt payé au tableau consolidé des flux de trésorerie. Les paiements versés à LSEG sont présentés dans les activités d'exploitation liées aux activités abandonnées au tableau consolidé des flux de trésorerie et ne sont pas inclus dans l'impôt payé. Se reporter à la note 19.

Note 18 : Acquisitions

Les acquisitions se composent principalement de l'achat de la totalité des participations des entreprises acquises, qui sont intégrées aux activités actuelles de la société afin d'élargir son offre de produits et services aux clients et d'accroître sa présence sur les marchés internationaux. Les résultats des entreprises acquises sont comptabilisés dans les états financiers consolidés depuis leur date d'acquisition. Les acquisitions comprennent également les placements dans des entités dans lesquelles la société ne détient pas une participation donnant le contrôle.

Activités d'acquisition

Le tableau suivant présente le nombre d'acquisitions réalisées et la contrepartie totale connexe.

	Trimestres clos les 31 mars			
	2023		2022	
	Nombre de transactions	Contrepartie en trésorerie	Nombre de transactions	Contrepartie en trésorerie
Entreprise acquise	1	513	-	-
Moins la trésorerie acquise		(25)		-
Entreprise acquise, déduction faite de la trésorerie	1	488	-	-
Participations dans des entreprises	1	2	-	6
Paiements au titre des contreparties différées et éventuelles	-	-	-	2
	2	490	-	8

Le tableau suivant décrit brièvement l'acquisition réalisée au cours du trimestre clos le 31 mars 2023.

Date	Société	Secteurs acquéreurs	Description
Janvier 2023	SurePrep LLC	Grandes sociétés et Fiscalité et comptabilité	Fournisseur de logiciels et de services d'automatisation fiscale

Répartition du prix d'acquisition

La répartition du prix de certaines acquisitions pourrait être ajustée par suite de l'achèvement des évaluations définitives. Les actifs nets acquis se détaillaient comme suit :

		Trimestre clos le 31 mars
		2023
Trésorerie et équivalents de trésorerie		25
Créances clients		8
Charges payées d'avance et autres actifs courants		3
Actifs courants		36
Immobilisations corporelles		2
Logiciels		40
Autres immobilisations incorporelles identifiables		35
Autres actifs non courants		1
Total de l'actif		114
Dettes d'exploitation et charges à payer		(4)
Produits différés		(47)
Passifs courants		(51)
Provisions et autres passifs non courants		(1)
Passifs d'impôt différé		(8)
Total du passif		(60)
Actifs nets acquis		54
Goodwill		459
Total		513

L'excédent du prix d'acquisition sur le total net des actifs acquis a été inscrit à titre de goodwill. Il représente les synergies et la valeur des ressources humaines obtenues dans le cadre des acquisitions. La majeure partie du goodwill lié à l'acquisition réalisée en 2023 devrait être déductible aux fins de l'impôt.

Autres

Les produits des activités ordinaires et le bénéfice d'exploitation qu'ont enregistrés les entreprises acquises n'ont pas été significatifs par rapport aux résultats d'exploitation de la société.

Note 19 : Éventualités**Actions et réclamations en justice**

La société est partie à divers litiges, réclamations, contrôles et enquêtes qui surviennent dans le cours normal des activités. Ces causes portent notamment sur les questions liées à l'emploi, les questions commerciales et les poursuites en diffamation et en violation de propriété intellectuelle. Ces procédures contre la société restent à être réglées, et leur issue demeure imprévisible. À la lumière des renseignements dont la société dispose actuellement et après consultation des avocats externes, la direction estime que la résolution définitive de ces différends, pris individuellement ou globalement, ne devrait pas avoir une incidence significative défavorable sur la situation financière dans son ensemble.

Positions fiscales incertaines

La société est assujettie à l'impôt s'appliquant dans de nombreux territoires et fait régulièrement l'objet de contrôles fiscaux par diverses autorités fiscales. L'incidence fiscale définitive de bon nombre des transactions et calculs dans le cours normal des activités est incertaine, car les autorités fiscales pourraient contester certaines positions fiscales de la société et proposer des ajustements ou des changements à apporter à ses déclarations fiscales.

La société maintient donc des provisions au titre des positions fiscales incertaines qui, à son avis, reflètent de façon appropriée ses risques. Ces provisions sont établies à l'aide des estimations les plus probables de la société quant au montant qui devrait être payé, en fonction d'une évaluation qualitative de toutes les informations pertinentes. Lorsque cela est approprié, la société calcule la valeur attendue afin de déterminer le montant de ses provisions. La société réévalue ces provisions à la fin de chaque période de présentation de l'information financière pour vérifier si le montant est suffisant et fait des ajustements selon l'évolution des faits et circonstances. En raison de l'incertitude associée aux contrôles fiscaux, il se peut que le passif découlant ultérieurement de contrôles ou de litiges connexes diffère de façon importante du montant provisionné par la société. Toutefois, à la lumière des lois en vigueur et des renseignements dont la société dispose actuellement et après consultation de conseillers fiscaux externes, la direction estime que la résolution définitive de ces différends, pris individuellement ou globalement, n'aura pas d'incidence significative défavorable sur la situation financière de la société dans son ensemble.

Jusqu'au 31 mars 2023, la société a payé des impôts de 463 M\$ comme l'exigeaient les avis d'imposition émis par l'administration fiscale du Royaume-Uni, la HM Revenue & Customs (la « HMRC »), en vertu du régime d'impôt sur les profits détournés, qui collectivement se rapportaient aux années d'imposition 2015, 2016, 2017 et 2018 de certaines des filiales actuelles et des anciennes filiales de la société au Royaume-Uni. La HMRC dispose toujours, jusqu'à la mi-mai 2023, de l'autorité statutaire de modifier l'avis d'imposition pour l'année d'imposition 2017 uniquement, en émettant des avis supplémentaires aux termes du régime d'impôt sur les profits détournés pour cette année.

Comme la société n'estime pas que ces filiales actuelles et ces anciennes filiales au Royaume-Uni entrent dans le champ d'application du régime d'impôt sur les profits détournés, elle continuera de contester ces avis d'imposition, y compris tout avis modifié par la HMRC, au moyen de tous les recours administratifs et juridiques à sa disposition et elle a l'intention de défendre vigoureusement sa position. Les paiements effectués par la société ne reflètent pas sa position quant au bien-fondé de la question. Comme ces avis d'imposition se rapportent en grande partie à des entreprises que la société a vendues, la plupart font l'objet d'ententes d'indemnisation aux termes desquelles la société a été ou sera tenue de payer des impôts supplémentaires à la HMRC ou aux contreparties aux ententes d'indemnisation.

Comme la société estime que sa position est justifiée par la loi, elle ne pense pas que la résolution de cette question aura une incidence significative défavorable sur sa situation financière dans son ensemble. Puisque la société s'attend à recevoir des remboursements pour la quasi-totalité du total des montants payés et des paiements éventuels futurs en vertu de ces avis d'imposition, elle prévoit continuer de comptabiliser la quasi-totalité de ces paiements à titre de montant non courant à recevoir de la HMRC ou de la contrepartie aux ententes d'indemnisation dans ses états financiers. La société prévoit que ses sources de trésorerie existantes seront suffisantes pour financer tout paiement additionnel requis advenant que la HMRC émette d'autres avis d'imposition.

Garanties

La société détient une participation dans 3XSQ Associates, entité conjointement détenue par l'une de nos filiales et Rudin Times Square Associates LLC (« Rudin »), qui possède et exploite l'immeuble de bureaux situé au 3, Times Square, à New York (État de New York) (l'« immeuble »). En juin 2022, 3XSQ Associates a obtenu une facilité d'emprunt d'une durée de trois ans et d'un montant de 415 M\$ afin de refinancer sa dette existante, de financer le réaménagement de l'immeuble et de couvrir les charges d'intérêts et d'exploitation pendant la période de réaménagement. L'immeuble a été donné en garantie de l'emprunt. Thomson Reuters et Rudin ont fourni chacune une garantie correspondant à 50 % i) de certains montants du capital des emprunts et ii) des charges d'intérêt et d'exploitation. Thomson Reuters et Rudin ont également fourni une garantie conjointe et solidaire visant i) l'achèvement des travaux commencés et ii) les pertes du prêteur qui découleraient d'actes interdits, que ce soit sur le plan environnemental ou autre. Afin de réduire l'exposition économique à 50 % des obligations conjointes et solidaires, Thomson Reuters et une entité du groupe de Rudin ont conclu une entente de dédommagement réciproque. La société estime que la valeur de l'immeuble devrait suffire à couvrir les obligations qui pourraient découler des garanties. Les garanties n'ont pas d'incidence sur la capacité de la société à emprunter des fonds aux termes de sa facilité de crédit consortiale de 2,0 G\$ ou sur le calcul de la clause restrictive connexe.

Note 20 : Transactions entre parties liées

Au 31 mars 2023, l'actionnaire principal de la société, Woodbridge, détenait en propriété réelle environ 69 % des actions ordinaires de la société.

Transaction avec Woodbridge

En mars 2023, la société a vendu une filiale canadienne en propriété exclusive à une société liée à Woodbridge pour 23 M\$. Les actifs de la filiale étaient composés des pertes fiscales cumulées que la direction ne s'attendait pas à imputer aux résultats imposables futurs avant leur expiration en fonction des lois fiscales canadiennes actuellement en vigueur. Pour cette raison, elle n'avait pas comptabilisé l'actif d'impôt lié à ces pertes dans les états financiers consolidés. Selon la loi canadienne, certaines pertes ne peuvent être transférées qu'à des sociétés liées, comme celles affiliées à Woodbridge. La société a comptabilisé un profit de 23 M\$ au poste « Autres profits (pertes) d'exploitation, montant net » de l'état consolidé du résultat net. Dans le cadre de cette transaction, le comité de gouvernance du conseil d'administration a obtenu une attestation d'équité indépendante. La société a eu recours à l'attestation d'équité indépendante afin d'établir que le prix négocié entre la société et Woodbridge était raisonnable. Après avoir examiné la question, le comité de gouvernance a approuvé la transaction. Les administrateurs qui n'étaient pas considérés comme indépendants en raison de leur position par rapport à Woodbridge se sont abstenus de délibérer et de voter sur la transaction lors de la réunion du comité.

Transactions avec YPL

Au cours du trimestre clos le 31 mars 2023, la société a reçu des dividendes d'un montant de 2,2 G\$ de YPL relativement à la vente des actions de LSEG détenues indirectement par la société. Se reporter à la note 8 pour un complément d'information sur ces transactions.

À l'exception des transactions susmentionnées, aucune nouvelle transaction entre parties liées d'importance n'a eu lieu au cours du premier trimestre de 2023. Il y a lieu de se reporter à la rubrique « Transactions entre parties liées » de la note 31 des états financiers consolidés de la société pour l'exercice clos le 31 décembre 2022, lesquels sont inclus dans le rapport annuel 2022 de la société, pour des informations au sujet des transactions entre parties liées.

Note 21 : Événements postérieurs à la date de clôture**Remboursement de capital et regroupement d'actions**

Le 4 avril 2023, la société a annoncé qu'elle avait mis la touche finale à son plan de rembourser aux actionnaires un montant d'environ 2,2 G\$ au moyen d'une opération de remboursement de capital constituée d'une distribution en trésorerie de 4,67 \$ par action ordinaire et d'un regroupement d'actions, ou fractionnement inversé d'actions, ce qui réduira le nombre d'actions ordinaires en circulation de manière proportionnelle à la distribution en trésorerie. Cette opération, qui est assujettie à l'approbation des actionnaires et des tribunaux, sera financée au moyen du produit tiré de la cession des actions détenues par le truchement de la participation de la société dans LSEG. La société prévoit conclure l'opération proposée d'ici la fin de juin 2023.

Cession

Le 4 avril 2023, la société a annoncé la signature d'une entente définitive pour la vente à TPG d'une participation majoritaire dans l'entreprise Elite, un fournisseur de solutions de services financiers et de gestion des pratiques aux cabinets d'avocats dans le cadre d'une opération qui valorise l'entreprise à environ 500 M\$. TPG établira Elite en tant que société de technologie juridique indépendante. La société s'attend à recevoir environ 400 M\$ et elle conservera une participation minoritaire de 19,9 % dans l'entreprise, y compris une représentation au sein du conseil pour appuyer stratégiquement Elite à l'avenir. La vente devrait avoir lieu au deuxième trimestre de 2023, à la suite des approbations d'ordre réglementaire et du respect des autres conditions usuelles de clôture. La société prévoit constater un profit sur cette transaction et comptabiliser sa participation minoritaire selon la méthode de la mise en équivalence.